



SOMMAIRE EXÉCUTIF

Soutenir la résilience et la relance du Canada face à la COVID-19 grâce à des politiques et programmes d'immigration solides

Mars 2021

Une note de breffage de la SRC



Le Canada est considéré sur la scène internationale comme un chef de file en matière de politiques et de programmes d'immigration et d'intégration, ainsi que comme un pays attractif et accueillant pour les immigrants, les réfugiés, les travailleurs étrangers temporaires et les étudiants internationaux. La pandémie de la COVID-19 a révélé certaines forces du système d'immigration canadien, mais également quelques failles qui se sont développées et élargies ces dernières années. Dans cette note de breffage, nous présentons un aperçu général du système d'immigration du Canada avant la pandémie et des politiques et programmes en place pour appuyer la sélection, l'établissement et l'intégration des immigrants. Nous discutons ensuite des vulnérabilités du système exposées par la pandémie, et nous explorons une nouvelle vision de l'immigration pour l'après-COVID-19.

Le processus d'immigration au Canada est extrêmement sélectif. Il reçoit l'appui de l'opinion publique canadienne parce qu'il met l'accent sur les immigrants hautement qualifiés et les contributions économiques qu'ils apportent. Cependant, le fait que de nombreux travailleurs étrangers temporaires au Canada, présumés faiblement qualifiés, réalisent en fait un travail essentiel semble être négligé dans cette équation. Le Canada a créé un système d'immigration divisé dans lequel les migrants hautement qualifiés deviennent des résidents permanents, et les migrants présumés faiblement qualifiés deviennent des travailleurs temporaires permanents. Cependant, la pandémie a montré que de nombreux travailleurs étrangers temporaires, dont les travailleurs agricoles, étaient essentiels pour le fonctionnement de notre économie et la sécurité alimentaire de notre pays. La pandémie a aussi dévoilé la vulnérabilité de plusieurs groupes de résidents permanents et temporaires au Canada (ex. les réfugiés, les demandeurs du statut de réfugié, les travailleurs étrangers temporaires, les étudiants internationaux, les femmes immigrantes); les besoins en matière de regroupement familial et les contraintes qui y sont liées; les bénéfices et les problèmes spécifiques de la régionalisation; ainsi que les difficultés à atteindre les cibles en matière d'immigration francophone et à appuyer ces immigrants dans les communautés francophones en situation minoritaire au Canada. Pour s'attaquer à ces problèmes, il faut une réévaluation consolidée des politiques et programmes d'immigration du Canada, et la participation des Canadiennes et Canadiens à ces discussions.

En outre, il faut souligner que, malgré l'accent mis par le Canada sur l'accueil d'immigrants hautement qualifiés, un problème de longue date au Canada demeure la sous-utilisation des compétences de ces immigrants, ce qui constitue un gaspillage du capital humain. Cela est apparu de façon particulièrement frappante pendant la pandémie en ce qui a trait aux professionnels de la santé formés à l'étranger. De nombreux immigrants employés dans le domaine de la santé ont connu une déqualification, un fait digne d'être signalé étant donné le nombre important d'emplois non pourvus dans le secteur de la santé au Canada. Considérant le besoin urgent

de travailleurs de la santé nécessaires pour tester, assurer le suivi et livrer des services de santé pendant la pandémie, il est grand temps de revoir comment on pourrait mieux, et davantage, utiliser les compétences des professionnels de la santé immigrants qui sont au Canada mais qui n'exercent pas la profession pour laquelle ils ont été formés.

Le Canada dispose d'un secteur de l'établissement respecté qui offre toute une gamme de services aux immigrants et réfugiés s'installant au Canada, et ces services ont également été considérés comme essentiels pendant la pandémie. Ces services sont traditionnellement livrés en personne et la transition vers une livraison des services en ligne ne s'est pas faite sans difficulté. Les agences manquent souvent d'équipement et d'expertise numérique pour offrir tous les services en ligne, et la littératie numérique des immigrants et réfugiés, ainsi que leur accès aux outils technologiques sont parfois défaillants. La pandémie a également mis en exergue toute une gamme de services et appuis complémentaires nécessaires pendant et après la pandémie. Cette dernière a, par ailleurs, mis en relief le décalage entre l'éligibilité pour les services d'établissement, qui est historiquement organisée selon la norme de l'admission directe des nouveaux arrivants en tant que résidents permanents, et le régime actuel d'immigration canadien dans lequel plus de nouveaux arrivants sont admis avec un statut temporaire dans l'espoir ou avec l'intention de faire la transition vers la résidence permanente. La nécessité pour les étudiants internationaux, les travailleurs étrangers temporaires et les demandeurs du statut de réfugié de recevoir certains de ces services est apparue comme une évidence en ces temps de pandémie.

De plus, l'établissement et l'intégration des immigrants nécessitent l'appui des Canadiens, et les attitudes publiques envers les immigrants dans ce pays ne sont pas exemptes de xénophobie, particulièrement à cause d'un chômage plus élevé et d'une prédominance de l'incertitude et des sentiments de menace. Il s'avère donc essentiel de surveiller étroitement les attitudes des Canadiens envers les immigrants, les résidents temporaires et l'immigration et de faire des efforts de façon proactive pour promouvoir des attitudes positives tout en réduisant le racisme possiblement vécu par ces groupes.

Ce rapport offre un ensemble de recommandations quant aux mesures à prendre par les gouvernements fédéral et provinciaux/territoriaux, conçues pour optimiser l'immigration au Canada (voir l'annexe A). De façon générale, ces recommandations comprennent :

- Un programme d'éducation du public sur l'immigration (pour promouvoir un public éclairé), suivi d'un examen complet et exhaustif, que ce soit sous la forme d'une Commission royale, d'un groupe de travail ou d'un autre mécanisme, pour impliquer les Canadiens dans une discussion sur l'avenir de l'immigration au Canada, et un recalibrage de ses politiques et programmes afin de répondre aux besoins actuels et futurs du Canada et à ses responsabilités internationales.
- Une planification de l'immigration et un financement fédéral de l'établissement qui prend en charge les résidents permanents tout comme les résidents temporaires.
- Des voies d'accès plus nombreuses à la résidence permanente pour les résidents temporaires.
- Des politiques et programmes ciblés qui répondent aux besoins des groupes vulnérables de résidents permanents et temporaires.
- Une attention particulière à porter à l'immigration francophone.
- Des campagnes publiques et un élargissement du programme d'engagement citoyen afin de promouvoir des attitudes positives envers les immigrants, les réfugiés et l'immigration

auprès des Canadiens établis et de promouvoir les plus petites villes et les villes moyennes auprès des nouveaux arrivants.

- Un réseau coordonné de pratiques exemplaires nationales concernant l'intégration des immigrants qualifiés au marché du travail.
- Un programme de recherche appuyant et contribuant à la restructuration des politiques et programmes fondés sur des preuves pendant la pandémie et après.
- Un leadership à exercer sur les Pactes mondiaux sur les réfugiés et les migrations.

Au troisième trimestre de l'année 2020, la croissance de la population canadienne s'est arrêtée, et toute la croissance future ne reposera que sur l'immigration. Dans les trois prochaines années, le gouvernement canadien vise à admettre sur son territoire l'équivalent de la population du Manitoba via les différentes catégories de résidents permanents. En outre, le Canada continuera d'accueillir de nombreux étudiants internationaux, demandeurs d'asile et travailleurs étrangers temporaires, sur une base temporaire. L'importance de l'immigration pour le Canada continuera de s'accroître et à être une partie intégrale de la relance après-COVID-19 du pays. Pour réussir, il est essentiel de faire le bilan, de réévaluer les politiques et programmes d'immigration et d'intégration du Canada, et d'augmenter le leadership mondial du Canada dans ce domaine. Les auteurs offrent des perspectives et des recommandations pour revitaliser et optimiser le programme d'immigration du Canada pendant la prochaine décennie et après.